

**Dorina ROSCA, *Le grand tournant de la société moldave. « Intellectuels » et capital social dans la transformation post-socialiste.* Paris : Presses de l'INALCO, 2019, 359 p.**

**Florent PARMENTIER**

Secrétaire général du CEVIPOF

Sciences Po, Paris (FR)

[florent.parmontier@sciencespo.fr](mailto:florent.parmontier@sciencespo.fr)

Les théories de sciences sociales peuvent le plus aisément réaliser leur potentiel heuristique dans les périodes de changements structurels. Comment la notion de capital social de Pierre Bourdieu permet-elle d'expliquer les évolutions sociales et institutionnelles en Moldavie ?

À bien des égards, la Moldavie, enclavée entre la Roumanie et l'Ukraine, est une synthèse vivante de l'histoire de l'Europe centrale et orientale. Partagée entre diverses influences, on dit parfois qu'elle a emprunté aux trois Rome : à la première sa langue latine, à la seconde, Constantinople, sa religion, et à la troisième, Moscou, son système politique. Elle présente également un certain nombre de particularités, comme la permanence d'une importante population rurale, supérieure à celle de la plupart des autres anciennes Républiques soviétiques.

Dorina Rosca, chercheuse à l'EHESS en économie du développement, se livre ici à une histoire des « intellectuels » sous l'histoire soviétique. Qu'on ne s'y trompe pas : à la différence de ce qu'avait pu faire par exemple Petru Negura<sup>1</sup>, dont les travaux s'inspiraient d'une tradition française (remontant à l'affaire Dreyfus) pour la transposer en Moldavie, le terme « intellectuels » désigne dans l'ouvrage « des personnes diplômées de l'enseignement supérieur et de l'enseignement supérieur incomplet et accomplissant un travail non-manuel » (p. 49). Ce groupe représente 450 000 personnes sur quatre millions d'habitants en 1985. C'est une notion politiquement et socialement construite, dont l'essor a accompagné l'imposition du système soviétique après la Seconde Guerre mondiale. Le terme répandu de *nomenklatura* ne recoupe ici qu'une partie de cette catégorie d'intellectuels.

Dans l'effort de faire sens des changements observés entre l'URSS finissante et la période postsocialiste, l'auteure utilise le concept de « capital social » selon les travaux de Pierre Bourdieu, qu'elle préfère à ceux de Coleman ou Putnam. Outre son fondement épistémologique, le concept de capital social selon Bourdieu permet de penser les inégalités (le capital social est pour les individus une ressource convertible en d'autres espèces de capitaux – économique, culturel, symbolique), ainsi que la stratégie individuelle pour l'accumulation de ce capital par les différents acteurs sociaux.

L'ouvrage retrace la répartition des ressources qui se réalise dans trois systèmes d'accumulation : le socialiste traditionnel, le socialiste réformateur et le postsocialiste.

<sup>1</sup> Petru Negura, *Ni héros ni traîtres. Les écrivains moldaves face au pouvoir soviétique sous Staline* (Paris : L'Harmattan, 2009).

Dans ce cadre, l'auteure s'intéresse plus particulièrement aux stratégies de reconversion des « intellectuels ». La conversion socio-professionnelle des « intellectuels » au cours de la période étudiée doit se comprendre, selon l'auteure, à travers la recombinaison des formes institutionnelles postsocialistes, donnant lieu à une multitude de trajectoires individuelles d'adaptation aux évolutions systémiques.

L'auteure effectue un travail empirique solide avec deux enquêtes de terrain et mobilise des sources diversifiées. Son travail est d'autant plus appréciable du fait du nombre encore limité de travaux publiés en français sur la Moldavie. Le concept de capital social se confronte ici à l'histoire sociale de l'Union soviétique à travers l'une de ses républiques, la Moldavie, avec un retour sur la *perestroïka*, et l'indépendance de la Moldavie, qui dans la littérature reste souvent analysée sous le prisme de l'affirmation nationale.

Dans cette perspective, Dorina Rosca critique le paradigme de la « transition », venant de la politique comparée. Selon l'auteure, il engendre une « invisibilisation » des divers choix et trajectoires politiques en usant d'une téléologie libérale. Dorina Rosca inscrit davantage ses travaux dans une tradition hétérodoxe, comme l'économie institutionnelle, considérant l'importance « des institutions, de l'histoire, des événements politiques et géopolitiques, de l'action des individus dans la définition d'une trajectoire nationale » (p. 21), la sociologie économique et l'anthropologie économique. C'est à ce titre qu'elle n'évacue pas les problématiques de réunification (avec la Roumanie, pour des raisons historiques) et de séparatisme (la Transnistrie, à l'est de la Moldavie, favorable à un rapprochement avec la Russie) ou de développement, qui ont marqué l'indépendance du pays. Ce travail prend en compte la problématique de l'émigration, fait social majeur en République de Moldavie, auquel plusieurs travaux ont été consacrés (voir par exemple les travaux de l'universitaire moldave Valeriu Mosneaga). Phénomène spécifique de par son ampleur en Moldavie, le facteur de l'émigration contribue à la dissolution d'un groupe social, après avoir constaté son émergence suite à la Seconde Guerre mondiale (la « Grande Guerre patriotique » dans l'historiographie soviétique et russe) et son évolution jusqu'à son rétrécissement.

Par son approche pluridisciplinaire alliant économie, sociologie et histoire, la réflexion proposée dans l'ouvrage est convaincante et valable au-delà du cas moldave et des spécificités historiques de son régime d'accumulation du capital social. Outre la monographie présentée, riche de nombreux témoignages, ce travail peut se lire comme une contribution à une lecture comparative et socio-historique de différentes trajectoires (ne se résumant pas à l'approche transitologique) trois décennies après la chute des systèmes socialistes. En partant de ce cadre analytique, il serait ainsi intéressant d'élargir le propos aux conflits sociaux et politiques au sein des différents régimes post-soviétiques, comme l'Ukraine, ou au sein de Solidarność en Pologne, où les règlements de compte ne semblent pas être terminés et déterminent une partie de l'évolution de ce pays.